

Les nouvelles du CHAT

Périodique Anarchosyndicaliste et/ou syndicaliste révolutionnaire

Union Locale des syndicats CNT de Nancy et ses environs



1er mai 2009
Numéro 30

Edito

Cagoulés, grîmés, déguisés... « Je viens de soumettre au Premier ministre un projet de décret pour interdire le port de la cagoule ou tout autre élément pour se dissimuler dans les manifestations », dit Alliot-Marie après les manifestations anti-OTAN de Strasbourg. Si l'état pense pouvoir empêcher toute forme de résistance radicale en criminalisant le port d'un foulard, d'un masque ou d'une cagoule, il ne fera qu'augmenter la capacité des individus et du vivant à imaginer de nouvelles formes de luttes ; il favorisera la conscientisation, la radicalisation, et la solidarité entre de nombreux individus de tous bords confondus et prêts à entrer en résistance non plus seulement pour le rallongement provisoire de la chaîne de leur exploitation, mais bien au contraire contre la civilisation elle-même et la violence techno-scientifique qu'exerce le capitalisme contre le vivant.

Notes sur la journée strasbourgeoise du 4 avril 2009 nous rappelle qu'il est trop simple, voire réducteur, d'en rester aux discours médiatico-politiques sur les « casseurs » du black-bloc.

Tarnac : Julien Coupat est toujours en prison alors qu'il n'a rien à y faire. L'usage du mot « terroriste » n'est encore une fois là que pour criminaliser les luttes et construire de nouvelles lois d'exception justifiant l'existence d'un ennemi intérieur. Cagoule... Strasbourg... Tarnac... Bandes... « L'enjeu principal pour le pouvoir est de continuer à imposer à toutes et à tous la démocratie capitaliste comme unique organisation sociale possible ». Lisons **Face à la crise...** pour nous persuader du contraire.

La CNT soutient tous les salariés qui séquestrent leurs patrons et saccagent les préfectures. Quand les patrons et l'état de droit se comportent comme des porcs, ils méritent qu'on en tire toutes les conséquences. C'est à dire que lorsqu'on les a bien engraisés (et on les a bien engraisés) il faut les saigner, leur cramer les poils du cul, et les bouffer.

SOMMAIRE

Notes sur la journée strasbourgeoise du 4 avril 2009.

Face à la crise... Oui à la refondation... Mais à celle du syndicalisme ?

Tarnac.
Julien Coupat est toujours en prison.

Le prochain numéro ne comportera plus que Confédération (et encore) ; le national et le travail nous emmerdent !



Que veut Spartacus ?, 1918, semer

Notes sur la journée strasbourgeoise du 4 avril 2009

« L'insurrection désoriente les partis politiques. Leur doctrine, en effet, a toujours affirmé l'inefficacité de toute épreuve de force et leur existence même est une constante condamnation de toute insurrection »

Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961.

1- Ce qui s'est passé à Strasbourg était relativement prévisible, et relativement inévitable. Pourtant, comme après chaque contre-sommet qui donne lieu à de belles émeutes, de gauche à droite on hurle au scandale, on accuse les uns et les autres d'avoir laissé faire les émeutier-e-s, de les avoir incité-e-s, ou, encore plus fort, d'avoir machiavéliquement organisé tout ça, dans l'ombre.

Tous les partis politiques, y compris à l'extrême-gauche, se font les porte-voix de discours sécuritaires tous plus puants les uns que les autres, déplorant explicitement ou implicitement l'impuissance policière face aux actes émeutiers.

Au final, c'est toujours le même cinéma, avec dans le fond une idée commune à l'UMP et au Parti Socialiste, d'Attac jusqu'au Front National : il est impossible que des gens soient révoltés au point de se lancer d'eux-mêmes dans des pratiques émeutières. Il faut forcément, pour cela, que ces gens soient d'une manière ou d'une autre manipulés.

2- Comme cela a pu être fait en juillet 2001 suite aux grandes émeutes de Gènes lors du sommet du G8, nous le répétons : nous n'avons besoin de personne pour nous révolter et pour lutter. Ce samedi 4 avril 2009, à Strasbourg, si nous avons cassé des vitrines ou mis le feu à des bâtiments qui sont au service de l'Etat et du capitalisme (douane, banques, station essence, office de tourisme, hôtel Ibis, etc.), si nous avons saccagé des caméras de vidéosurveillance et des panneaux publicitaires, si nous nous sommes attaqués à la police, ce n'est pas parce qu'une organisation occulte nous y a poussé, mais parce que nous l'avons choisi délibérément.

3- Si nous avons eu autant de facilité

à agir, c'est que nous étions plusieurs centaines à le faire, peut-être même plusieurs milliers (les fameux black blocs internationaux !).

C'est aussi parce que les flics ne sont pas totalement des robots. Ce sont des humains, eux aussi peuvent ressentir la peur, par exemple.

Et dans une « démocratie », aussi sarkozyste soit-elle, ça ferait mauvais genre de tuer des manifestant-e-s. Parce qu'une des possibilités pour la police de faire taire les émeutes plus rapidement aurait été de tirer à vue. Et autre chose que des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des tirs de flashball... Le 8 avril 2009, Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, a déclaré que « la priorité du gouvernement était qu'il n'y ait pas de mort ». Parce que leur « démocratie » ne se sent pas encore trop en danger.

4- Si nous n'avons pas pu agir ailleurs que dans les quartiers pauvres du port autonome de Strasbourg, c'est parce que nous n'avons eu ni la force ni la finesse de parvenir jusqu'au centre-ville. La police et l'armée ont protégé la fameuse « zone rouge », autrement dit le centre-ville et les quartiers bourgeois de Strasbourg. Mais personne n'est dupe : nous aurions été bien plus redoutables dans ces quartiers riches...

Par ailleurs, personne n'est dupe non plus sur le fait que seuls des bâtiments institutionnels ou commerciaux ont été attaqués. **Les biens de la population locale n'ont pas été touchés.**

Nous luttons contre le pouvoir, pas contre celles et ceux qui le subissent.

5- Le discours médiatico-politicien cherche à donner une image de

« casseurs nihilistes et sanguinaires » aux black blocs. Pourtant, les pratiques des black blocs ne se limitent pas à des actes de destruction (tout comme nos existences ne se limitent pas aux black blocs, qui ne sont que des modes ponctuels et contextuels de manifestation). Les black blocs pratiquent l'entraide et la complicité avec tou-te-s les manifestant-e-s, dans l'affrontement, l'auto-défense et la fuite face à l'ennemi policier.

Dans l'émeute, se crée une solidarité spontanée et anonyme, authentique au sens où chaque geste n'attend rien en retour.

Il y a là deux mondes qui s'opposent dans leurs démarches mêmes : d'un côté, des manifestant-e-s déterminé-e-s qui sont là pour leurs convictions, leurs désirs, leur rage de vivre, gratuitement et pleinement. De l'autre côté, des flics assermentés qui sont là par contrainte et obéissance, pour l'ordre et pour l'argent, ils sont payés pour réprimer et doivent réfléchir le moins possible à ce qu'ils font (le risque de démission serait trop important).

6- Ce qui se discutait lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg nous concerne tou-te-s. Les guerres post-colonialistes menées par les puissances occidentales nous font gerber et la guerre aux « ennemis intérieurs » nous révolte également. Contrôle des populations, gestion des flux migratoires, renforcement des polices, perfectionnement du renseignement et du fichage, c'est contre tout cela que nous nous sommes soulevé-e-s.

7- L'enjeu principal, pour le pouvoir, est de continuer à imposer à tou-te-s la démocratie capitaliste comme unique organisation sociale possible. Et malgré les vies de merde qui sont les nôtres, malgré l'aspect chancelant du capitalisme ces derniers temps, force est de constater que les perspectives révolutionnaires semblent tellement lointaines qu'on ne les imagine qu'avec difficulté. Pourtant, la résignation profondément contre-révolutionnaire de notre époque n'est pas une fatalité. C'est un bel enjeu que celui de réussir à s'émanciper du capitalisme, par la lutte et l'entraide. Et de fait, cette émancipation ne peut coexister avec le pouvoir capitaliste et étatique.

8- Sachant qu'un autre monde ne peut être possible sans l'anéantissement de la démocratie capitaliste mondialisée, sachant que « toutes les classes dominantes ont toujours défendu leurs privilèges jusqu'au bout avec l'énergie la plus acharnée » (Rosa Luxembourg, *Que veut Spartacus ?*, 1918), semer

le chaos et la destruction (pour reprendre les termes spectaculaires des médias) au sein de ce monde d'oppression et de contrôle social ne nous pose pas de problème. Cela nous semble même insuffisant.

Toute possibilité de transformation révolutionnaire de ce monde ne peut avoir lieu sans rapport de force tangible. C'est aux dominé-e-s de poser de nouvelles bases de vie sociale, sans attendre l'assentiment des dominant-e-s.

9- Ces dernières années ont été traversées par des soulèvements qui inquiètent le pouvoir : émeutes des quartiers pauvres en novembre 2005, mouvement anti-CPE au printemps 2006, émeutes anti-Sarko lors des élections présidentielles de 2007, mouvements étudiants et lycéens de 2007-2008, et dernièrement la quasi insurrection grecque.

Pour ces mouvements comme pour les black blocs qui ont agi à Strasbourg, les médias focalisent sur la jeunesse de ces mouvements, comme pour enfermer la révolte dans un phénomène générationnel (avec toutes les remarques condescendantes qui vont avec : « vous verrez, dans dix ans, vous aurez oublié tout ça et vous serez résigné-e-s comme tout le monde »). Mais que dire alors du mouvement revendicatif des Antilles ?

Nous pensons qu'il y a là un danger à dépasser absolument. Une insurrection ne peut être uniquement le fait de la jeunesse (une révolution encore moins) mais, comme la lutte des classes, elle doit être traversée et vécue par tou-te-s, au-delà des différences d'âge, de couleur de peau, de genre, de corporation, etc. Avec une conscience pleine des dominations et des exploitations.

10- Si nous sommes parti-e-s du constat que pour renverser le pouvoir, il ne sert pas à grand chose de se contenter de manifester calmement, aussi nombreux soit-on, même à plusieurs millions de personnes, nous sommes également conscient-e-s que s'attaquer à la police et vandaliser des propriétés de l'Etat et/ou du capital à quelques milliers ne suffit pas non plus.

A quelques millions, ça aurait déjà plus de gueule. Toutes les technologies de contrôle et de répression pourraient s'avérer insuffisantes à maintenir la colère généralisée.

Mettions en place et répandons des pratiques communes de résistance, des solidarités concrètes, des moyens de lutte hors la loi et des perspectives révolutionnaires... Tout un programme pour en finir avec le vieux monde et ses technologies d'un futur déjà bien moisi !

Quelque part en France, le 8 avril 2009, quelques « casseurs » d'un groupe affilié actif parmi les black blocs du 4 avril 2009 à Strasbourg.

Confédération Nationale du Travail



FACE A LA CRISE... OUI A LA REFONDATION... MAIS A CELLE DU SYNDICALISME ?



LA CRISE FINALE :

Le marasme économique actuel a commencé début 2007. La crise se développe et s'intensifie avec quotidiennement des informations relatives au rôle joué par les spéculateurs plus ou moins escrocs, les banques casino aux actifs "toxiques", les traders joueurs, les actionnaires et les patrons cupides, d'une part et les annonces de fermetures d'entreprise, de licenciements ou de mise en chômage partiel d'autre part (Ah ! le travailler plus pour gagner plus comme disait l'autre). Bref, cette crise est d'ores et déjà considérée comme la plus grave depuis l'avènement du capitalisme il y a près de 5 siècles ! Et pourtant, l'idéologie dominante était parvenu à faire croire et même à largement convaincre, surtout après l'écroulement du mur de Berlin, que le capitalisme avait atteint son apogée universel et que plus rien ne pourrait l'entraver. La crise de 1929 ne risquait pas de se reproduire puisque les nouvelles règles établies avaient permis au marché de s'autoréguler (Ah ! cette main invisible évoquée par Adam Smith) et d'atteindre un rythme de croisière perpétuel. C'était la fin de l'histoire...

Or, contrairement à ce constat posé comme absolu et définitif, la crise actuelle est d'une toute autre dimension que celle de 1929 puisqu'elle est mondiale et concerne un nombre d'habitants multiplié par plus de 3.

La production de type capitaliste a prospéré sur la terre entière depuis que la Russie, la Chine et les anciens pays coloniaux sont devenus des producteurs de matière première et de produits industriels qu'ils exportent.

En terme économique, la crise de 29 concernait la perte de quelques centaines milliards de dollars ; l'actuelle portera sur des dizaines de milliers de milliards de dollars, soit 50 fois plus. Le chercheur américain Wallerstein considère que : "la situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors, et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot crise à ce type de période. Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin".

Si on considère que le capitalisme est cuit, outre le fait de l'aider à trépasser il est nécessaire d'envisager un autre système apte à lui succéder.

Les économistes, journalistes, politiques et gouvernants libéraux qui justifiaient l'application du "tout pour le marché" bien qu'ils affirment qu'il est nécessaire de refonder et de moraliser le capitalisme sont évidemment bien incapables de poser les bases d'un nouveau système ; ils sont seulement en train de chercher des béquilles pour relancer le bordel libéral jusqu'à la prochaine crise qu'ils ne verront à nouveau pas arriver.

LA CRISE CAPITALISTE :

Sur la question de l'analyse économique du capitalisme, Marx avait mis en lumière un paradoxe fondamental. Pour lui, le capitalisme organise 2 grands pôles économiques :

- celui des moyens de production
- celui des moyens de consommation

On considère que l'économie pourrait fonctionner sans crises si ces 2 pôles restaient à égalité et que les salaires totaux versés étaient égaux au total des moyens de consommation produits.

Le profit toujours plus grand étant le but unique recherché par les capitalistes, une course s'établit qui amplifie le développement des moyens de production au détriment des moyens de consommation qui sont dépendants du salaire des travailleurs des 2 secteurs. La course aux profits instaure donc une organisation du travail basée sur une toujours plus grande productivité qui entraîne une surexploi-

tation, des licenciements et le freinage des salaires. (Ah ! les promesses du candidat du pouvoir d'achat). Pour consommer, le travailleur s'endette alors que de plus en plus il devient insolvable (voir les subprimes)... et la grande aventure du marché libéral mondial s'écroule.

L'ALTERNATIVE SYNDICALISTE :

Petit rappel : l'adjectif syndicaliste fut proposé en 1900 par Pouget (secr. gén. adj. de la CGT de 1901 à 1907), pour l'opposer au socialisme politique et disputer aux multiples organisations socialistes le monopole de l'action révolutionnaire. Syndicaliste voulait donc désigner une doctrine qui prétendait, que non seulement le mouvement syndical devait participer à la révolution sociale, mais qu'il devait le faire seul et qu'il était d'ailleurs le seul à pouvoir la mener jusqu'au bout. Le système capitaliste repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme ce qui exclut d'emblée toute tentative de le moraliser. Les annonces du pouvoir sont d'un comique incommensurable tout comme le code "éthique" du MEDEF.

Toutes les pratiques de délégation aux politiques par les institutions pour établir un partage équitable des richesses produites, ont mené à ne distribuer que des miettes et les plus riches continuent à s'enrichir alors que les pauvres augmentent en nombre (Ah ! cette évocation de la classe moyenne intérieure !). Même lorsque le rapport de force permet aux salariés d'obtenir des améliorations sensibles, celles-ci ne tardent jamais à être remises en cause (à remarquer les difficultés que rencontrent le LKP en Guadeloupe, pour la mise en œuvre des accords après la grève générale). Puisque le patronat est à la recherche du profit maximum, tant qu'il aura le pouvoir d'assujettir les travailleurs, il trouvera toujours un moyen de renforcer l'exploitation.

De plus, depuis les années 1980, l'idéologie managériale a contribué à instaurer une soumission renforcée à des objectifs de productivité toujours plus grands. Ce pouvoir d'assujettissement exercé par les exploités, dès ses origines, le mouvement ouvrier l'a contesté puisque le mot d'ordre de la 1^{ère} Internationale (A.I.T.) était :

"L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".
La CGT dès le début, dans ses statuts (art. 1.2) déclare qu'elle "groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat".

LA RAISON TONNE EN SON CRATÈRE :

L'organisation des choses au travers du système capitaliste marche sur la tête. La raison voudrait que l'économie ait pour but la satisfaction des besoins sociaux (alimentation, logement, habillement et ce, dans le monde entier suite au développement et à l'internationalisation des moyens de production). Or, le capitalisme phagocyte la nécessité de l'organisation économique à la seule fin de reproduire son capital par l'exploitation de la force de travail de ceux qui n'en possèdent pas.

PRODUCTEURS, SAUVONS-NOUS NOUS MÊMES :

Le mouvement syndicaliste doit, contrairement aux partis politiques qui rassemblent selon les convictions, regrouper selon leurs intérêts ceux qui travaillent. Le syndicalisme coordonne des intérêts et non des opinions.

Et cette perspective a trouvé son expression théorique lors du congrès de la CGT en 1906 à Amiens où une résolution adoptée fut ensuite diffusée sous le nom de charte d'Amiens.

Cette charte, la CNT tient à la citer *in extenso* à l'occasion de ce 1^{er} mai de crise, car s'en imprégner pourra servir de boussole pour sortir de la crise.

"La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat..."

Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la "lutte de classe" qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

Le congrès précise, par les points suivants, cette

affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. ;

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

Le congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ; Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe dehors ; En ce qui concerne les organisations, le congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupement syndical à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale".

(Résultat du vote de la résolution : 830 pour, 8 contre, blanc 1). Plus d'un siècle après l'adoption de cette résolution, force est de constater que le mouvement ouvrier a patiné et que trop souvent il a préféré s'investir, par les élections dans les institutions ou à s'en remettre aux pouvoirs publics et aux partis politiques. (Cette dépendance volontaire aux résultats d'élections s'est même étendue à la question de la représentativité syndicale dans les entreprises depuis l'adoption de la loi sur la soi-disant démocratie sociale).

LA GRÈVE GÉNÉRALE :

En 1906, la grève générale était préconisée comme moyen d'action pour réaliser "l'émancipation intégrale" aujourd'hui, les journées d'action nationale de 24h s'y substituent pour seulement faire "pression" en faveur d'un catalogue revendicatif ou se limitent à freiner la remise en cause d'acquis comme sur les retraites.

L'originalité du mouvement syndicaliste français consistait, à partir, de la double besogne, résistance syndicale quotidienne et aspiration syndicaliste d'avenir, à œuvrer au déclenchement de la grève générale qui serait accoucheuse d'une transformation sociale.

Cette perspective apparaît, à nouveau, comme une solution de sortie de la crise.

Au début du XX^{ème} siècle, les syndicalistes révolutionnaires avaient conscience que l'organisation patiente de la lutte revendicatrice quotidienne construisait peu à peu le mouvement qui finirait par affronter le capitalisme au moyen de la grève générale.

Et dans le cadre de cette grève, il serait alors possible de mettre en œuvre le projet d'organisation économique et sociale qui devait prendre en main la production, l'échange et la consommation avec sa double structuration territoriale et professionnelle ainsi que son système d'autogestion syndicale.

Dans la préface à la réédition de 2 brochures écrites par Pouget (*la CGT - le parti du travail*), la CNT écrit que "ce projet ne manquait pas de réalisme comme l'ont montré, (...) les réalisations des anarchosyndicalistes de la CNT d'Espagne pendant la guerre civile. Quel aurait été le devenir de la révolution russe et de la République des Soviets si, au lieu de se déterminer par la centralisation étatique de l'économie, Lénine avait choisi, comme le lui propo-

saient Chliapnikov, Kollontaï et l'Opposition ouvrière, au Xe Congrès du parti communiste de Russie, en mars 1921, la gestion syndicale de l'appareil de production ? Le syndicalisme révolutionnaire se présentait bien comme un modèle complet de socialisme, qui avait bâti sa stratégie et son projet de société sur l'affirmation de la Première Internationale, selon laquelle l'émancipation des travailleurs ne pourrait être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est-à-dire sur ce pari que les individus venus au monde, par le hasard de la naissance, parmi les pauvres et les salariés trouveraient, en eux-mêmes et par eux-mêmes, la lucidité, la force et le courage de s'affronter victorieusement aux défenses que les privilégiés de la fortune et du pouvoir avaient édifiées, au cours du temps pour maintenir leur domination". Cette domination qui est aujourd'hui mondiale est en train de trébucher sous une nouvelle crise ; c'est l'occasion d'agir pour la faire tomber définitivement.

Le Premier mai qui n'a rien à voir avec la soi-disant fête du travail décrétée par Hitler et Pétain, mais qui à l'origine était un appel à la grève internationale, tous les ans, pour la journée de travail de 8 heures, doit être l'opportunité de rappeler, de réactualiser le projet d'émancipation et de transformation sociale tel que l'entendaient les syndicalistes révolutionnaires...

REFONDATION ! OUI, MAIS CELLE DU SYNDICALISME ! VIVE LE PREMIER MAI SYNDICALISTE !

Bibliographie :

- Emile **POUGET** : *La Confédération générale du travail* suivi de *Le Parti du travail*, Éditions CNT, Région parisienne, 1997.
- 1906, *le congrès de la charte d'Amiens*, Éditions de l'Institut d'histoire de la CGT, 1983.
- *Naissance de la CGT, le Congrès de Limoges, 7^{ème} Congrès national corporatif - 23/28 septembre 1895*, Les Cahiers d'histoire sociale, hors série, Albin Michel, 1995.

Julien Coupat
est toujours en prison

Site du Comité de soutien aux
inculpé-e-s de Tarnac :
<http://www.soutien11novembre.org>

Comité nancéen de soutien aux
inculpé-e-s de Tarnac
C/o CNT
BP 48
54002 Nancy Cedex

La CNT en Lorraine

♦ UL CNT 54

BP 50048 - 54002 Nancy Cedex

Tél. 06 17 63 15 36

INTERNET : <http://cnt-f.org/ul-cnt-54>

♦ CNT-Interco Nancy et ses environs
interco54@cnt-f.org

♦ CNT-FAI (éducation)
interco54@cnt-f.org

♦ CNT-PTT 54

Confédération Nationale du Travail